



REVUE DE PRESSE... SUR L'ACTUALITE EUROPEENNE



Janvier

La Voix du Nord : 02/01/12

L'euro, « bouc émissaire » de la hausse des prix, fête discrètement ses dix ans

Le temps des files d'attente euphoriques devant les automates bancaires lors du lancement de la monnaie commune le 1er janvier 2002 semble bien loin. L'euro a vécu son dixième anniversaire dans la plus grande discrétion.

Partie de la Grèce il y a deux ans, lorsque le pays a admis avoir menti sur ses comptes pour adopter l'euro, la crise de la dette a gagné le Portugal, l'Irlande et menace aujourd'hui tous les pays de la zone euro malgré les plans de sauvetage et les sommets européens.

Pour la première fois, la question de la survie de la monnaie commune se pose. 81% des Français estiment que le passage à l'euro s'est traduit par une forte hausse des prix. Une enquête de l'UFC-Que Choisir voit en l'euro, un « *bouc émissaire facile* » de la hausse des prix en dix ans.

La Voix du Nord : 05/01/12

Danemark, un eurosceptique à la tête de l'Europe

Après la Pologne et avant Chypre, le Danemark préside l'Union pour six mois. Le jour de la prise de présidence, l'élégante chef du gouvernement danois Helle Thorning-Schmidt a assuré que Copenhague ferait de son mieux pour aider à résoudre la crise de l'euro.

Cependant, quel poids pourrait avoir le royaume alors qu'il ne fait pas partie de la zone euro ? Plus que jamais, les Danois sont sceptiques vis-à-vis de la monnaie unique, les témoignages démontrent une volonté de conserver leur couronne.

« Les Scandinaves mettent l'accent sur l'humain et l'environnement »

Selon Michel Grelier, conférencier et expert en information européenne, « *la présidence tournante permet à chaque pays dans une certaine mesure, d'influer sur l'ordre du jour de l'UE* ». Il faut savoir qu'un programme est établi sur 18 mois soit trois présidences. Le pays qui prend la présidence construit son propre calendrier en fonction du programme.

Chaque pays qui préside possède des spécificités. En effet, l'Allemagne et la France s'imposent, la Belgique sait faire des consensus politiques. Les Scandinaves mettent l'accent sur l'humain et l'environnement. La question des perspectives financières est bien présente et il s'agit de déterminer « *combien d'argent pour 2014-2020 ? Quelle part de cet argent va à la PAC ?* », précise Michel Grelier.

Le Danemark ne fait pas partie de la zone euro alors qu'il s'agit en ce moment de sauver la monnaie. Pour Michel Grelier, au même titre que la Pologne et la Hongrie, « *le Danemark aura un statut d'observateur : il sera présent pendant les débats (en la personne du ministre des Finances danois), sans réellement y participer. Mais il pourra toutefois apporter son opinion* ».

La présidence tournante a-t-elle encore un sens ?

Le Traité de Lisbonne de 2009 a instauré une présidence stable du Conseil européen avec un président élu pour deux ans et demie. Il s'agit actuellement d'Herman Van Rompuy. Le Conseil européen définit les orientations de politique générale mais n'exerce pas de fonction législative. La présidence tournante correspond à la présidence du Conseil des ministres de l'Union. Des réunions sont organisées chaque mois entre les ministres d'un même domaine d'activité.

La Voix du Nord : 07/01/12

Chômage élevé, commerce en berne : la récession s'installe en zone euro

Les mauvaises nouvelles sont tombées en rafale hier pour la zone euro avec un chômage qui culmine à son plus haut niveau, le commerce qui fait grise mine et la confiance qui se dégrade. Selon l'office européen des statistiques Eurostat, le taux de chômage dans la zone euro est resté inchangé en novembre par rapport à octobre et se situe à 10,3%. Au total, le nombre de chômeurs dans la zone euro a augmenté de 727 000 en sept mois.

Pour couronner le tout, l'Allemagne, moteur économique de la zone euro et qui semble tirer son épingle du jeu avec un taux de chômage à 5,5% a annoncé hier que les commandes industrielles avaient baissé de 4,8% en novembre dans le pays, là où les analystes attendaient une baisse de 1,7% seulement.

Martin Van Vliet d'ING s'attend à un recul du PIB de 0,3% au quatrième trimestre 2011 et à une poursuite de la tendance au début de 2012. Selon les prévisions de Capital Economics, la zone euro devrait subir une baisse de 1% du PIB en 2012 « *et un déclin encore plus prononcé en 2013* ». Toutes ces mauvaises nouvelles laissent penser à Howard Archer d'IHS Global Insight que la Banque centrale européenne (BCE) va à nouveau réduire son taux directeur au premier trimestre pour le ramener à 0,75%.

La Voix du Nord : 15/01/12

Huit autres pays de l'UE, dont l'Autriche, sanctionnés par Standard & Poor's

La zone euro qui espérait traverser une accalmie replonge dans la crise après la dégradation en rafale par Standard & Poor's de plus de la moitié de ses membres dont la France. L'agence d'évaluation financière qui envisageait d'abaisser la note de 16 des 17 États de l'Union monétaire, en a finalement dégradé neuf.

Le principal coup de tonnerre concerne la France qui est la deuxième économie européenne et qui perd son triple A. La sanction est d'autant plus nette que les Pays-Bas, le Luxembourg, la Finlande et l'Allemagne qui conservent leur notation (AAA) peuvent s'endetter à moindre coût.

Les pays dans le viseur des marchés sont quant à eux durement frappés. En outre, Standard & Poor's envisage une nouvelle dégradation d'ici la fin de 2013 pour tous les pays de la zone euro à l'exception de l'Allemagne et de la Slovaquie.

« Alors que tous les gouvernements et toutes les institutions européennes se sont mobilisés, je reste étonné du moment choisi par l'agence », a déclaré hier le commissaire européen Michel Barnier. Bruxelles a qualifié la décision de Standard & Poor's d' *« aberrante »*. Le Fonds européen de stabilité financière (FESF) pourrait perdre à son tour sa note AAA qui est garantie conjointement par Paris et Berlin. Cela compliquerait encore plus sa tâche.

Le fossé Nord-Sud s'agrandit

La dégradation de la note de la France creuse le fossé entre les pays du nord et du sud de la zone euro. Un ministre d'un pays européen sous couvert de l'anonymat a déclaré que la chancelière allemande Angela Merkel *« menait déjà la danse en Europe sur les questions économiques, elle va pouvoir le faire encore un peu plus dorénavant »*.

Jusqu'ici Paris avait été capable, dans une certaine mesure, de faire contrepoids aux pays les plus orthodoxes en matière budgétaire comme l'Allemagne, les Pays-Bas ou la Finlande qui militent à Bruxelles pour imposer une discipline budgétaire la plus stricte possible. Les décisions de Standard & Poor's risquent de renforcer le camp des *« durs »* alors que la France se retrouve exclue avec l'Autriche du *« club »* d'excellence que formaient jusqu'à présent les six pays de la zone euro notés AAA.

L'Union : 15/01/12

La zone euro replonge dans la crise

La fin de l'accalmie

La zone euro espérait une accalmie mais elle replonge dans la crise après la dégradation en rafale par Standard & Poor's de plus de la moitié de ses membres dont la France. L'agence laisse planer une nouvelle dégradation d'ici fin 2013 pour tous les pays de la zone euro sauf l'Allemagne.

Selon Standard & Poor's « *l'efficacité, la stabilité et la prévisibilité de la politique et des institutions politiques européennes ne sont pas aussi solides qu'il le faudrait* ». La France risque de voir ses taux d'intérêt augmenter et d'avoir de graves répercussions dans la zone euro. Le Fonds européen de stabilité financière (FESF) risque également de perdre sa note AAA et cela compliquerait sa tâche.

La Grèce au bord de la faillite

La décision de S & P a presque occulté un autre séisme, venu de Grèce, épicerie de la crise depuis 2010. Les banques ont suspendu vendredi les négociations pour l'effacement de la moitié de la dette grecque. Elles menacent de revenir sur leur engagement de restructurer volontairement la dette d'Athènes pour éviter une faillite incontrôlée du pays. Les discussions doivent reprendre mercredi.

L'Union : 16/01/12

L'Eurozone risque de connaître un réveil dans la douleur Une semaine test

Une nouvelle semaine de tourmente s'ouvre pour la zone euro après la dégradation de neuf de ses membres dont la France appelée à passer jeudi un test crucial auprès des marchés. La sanction la plus spectaculaire est tombée sur la France privant la deuxième économie européenne de son AAA.

À l'exception de l'Allemagne et de la Slovaquie, tous les pays de l'eurozone sont menacés d'une nouvelle dégradation d'ici fin 2013. Pour la France, la première épreuve déterminante est attendue jeudi. Paris espère lever 7,5 à 9,5 milliards d'euros sur 178 milliards d'emprunts prévus cette année. Les dégradations de vendredi sont porteuses de lourdes répercussions pour le Fonds européen de stabilité financière (FESF). L'abaissement de la note française va entraîner l'abaissement de celle du FESF.

Les banques engagées dans un bras de fer avec les Européens sur l'effacement de la moitié de la dette grecque menacent de revenir sur leur engagement. La Grèce se retrouverait alors dans une faillite incontrôlée fin mars.

Les négociations doivent reprendre mercredi. L'Allemagne a affiché plus que jamais une solidarité appuyée avec sa voisine et ses autres partenaires. Il reste « *encore un long chemin* » à la zone euro pour regagner « la confiance des investisseurs », a concédé la chancelière Angela Merkel.

La Voix du Nord : 19/01/12

Le Premier ministre Viktor Orban se défend devant le Parlement européen

Le Premier ministre hongrois, Viktor Orban a été accueilli diversement par le Parlement européen. Il se dit prêt à modifier des textes de lois contestés officiellement par l'Union. Il a rappelé que « *les problèmes pourraient facilement et rapidement être résolus* ». Il est soutenu par l'extrême-droite et le Parti populaire européen (PPE) auquel son mouvement, le Fidesz est rattaché.

La Commission a adopté trois procédures en infraction (l'indépendance de la banque centrale, la retraite des juges, la protection des données). Beaucoup d'autres pourraient suivre en raison de grandes inquiétudes sur les libertés, les médias, la justice, la santé, les allocations...

« *Nous ne voulons pas la moindre ombre qui plane sur la démocratie dans aucun État membre* », a résumé José Manuel Barroso. Viktor Orban souhaite que l'Union européenne soutienne la transformation de la Hongrie.

L'Agriculteur de l'Aisne : 20/01/12

Interview de Xavier Beulin, président de la FNSEA

« Le budget de la PAC doit être absolument maintenu »

La réunion du réseau avait pour vocation d'obtenir une information commune sur la totalité du projet de la Commission européenne que ce soit en termes de propositions budgétaires ou du contenu de la réforme. « *L'autre objectif était de mettre en lumière les interdépendances entre régions et entre productions* » a assuré Xavier Beulin.

La priorité de la FNSEA s'inscrit dans la consolidation de la feuille de route « *telle qu'elle a été arrêtée sur le plan budgétaire. Il est essentiel que le projet de budget pour la PAC soit maintenu tel qu'il a été proposé au mois de juin dernier* ». Xavier Beulin a ajouté que la FNSEA souhaitait convaincre ses homologues européens du bien fondé de ses orientations.

Il a évoqué le rejet de l'idée d'un gel de 7% des terres agricoles au titre de la création « d'un focus écologique » qui se trouve être en contradiction avec l'objectif de produire davantage. « *Nous souhaitons que des assouplissements soient adoptés sur le maintien des surfaces en herbe* ». La mesure de diversification doit être accessible au plus grand nombre selon le président de la FNSEA. Il faut également que le deuxième pilier soit plus efficace.

« *La convergence des aides entre les États doit être mise en œuvre progressivement* », il faudra également tenir compte de la différence entre les coûts de production des pays. Par ailleurs, au niveau national de la convergence des aides, tous les délégués de la FNSEA se sont accordés pour dire qu'elle doit prendre du temps et qu'il faudrait au moins dix ans pour la France et c'est pour cette raison que « *la proposition de Dacian Ciolos de procéder à une harmonisation de 40% dès la première année n'est pas acceptable* » a conclu Xavier Beulin.

La Voix du Nord : 20/01/12

Oriana, dix ans, donne son prénom à un satellite de Galileo

Elle s'appelle Oriana, Roubaisienne de dix ans et son prénom va la faire entrer dans la grande histoire de la conquête spatiale. À Paris, à la représentation en France de la Commission européenne, la jeune Roubaisienne a reçu un prix pour un dessin qu'elle avait fait et pourra donner son prénom à un satellite.

Pour bien comprendre, l'Union européenne s'est dotée en 2001 d'un système de positionnement par satellite et pour gagner son indépendance, l'Europe doit lancer 27 satellites tout autour de la Terre d'ici à 2019. Un concours a donc été organisé pour les enfants sur le thème de l'espace dans chaque pays de l'Union. Le dessin de la jeune fille a été sélectionné parmi près de 400 dessins.

La Voix du Nord : 22/01/12

La Croatie vote pour son adhésion à l'Europe : « Nous rentrons à la maison »

Selon Jagoda Lukavac, présidente de l'Alliance française en Croatie, les Croates devraient voter oui à leur adhésion à l'Union européenne. « *Je suis une des fondatrices du mouvement européen croate, une association créée en 1991-92* » a précisé Jagoda Lukavac et d'ajouter que l'adhésion est un processus logique. En effet, la Croatie fait partie de l'Europe d'un point de vue géographique, culturel et historique.

Par ailleurs, la crise ne semble pas effrayer le pays d'adhérer à l'Union européenne car leur monnaie (la kuna) dépend de l'euro et une partie de leur dette est en euro. La Croatie est fière du chemin parcouru et enfin « *nous rentrons à la maison* » ajoute Jagoda Lukavac.

La Voix du Nord : 24/01/12

Embargo pétrolier : l'Union européenne frappe Téhéran au portefeuille

Les pays de l'Union européenne ont décidé d'imposer un embargo pétrolier sans précédent contre l'Iran et de sanctionner sa banque centrale afin d'assécher le financement de son programme nucléaire controversé. Dans la foulée, la chancelière allemande Angela Merkel, le Premier ministre britannique David Cameron et le Président français Nicolas Sarkozy ont demandé « *instamment aux dirigeants iraniens de suspendre immédiatement leurs activités nucléaires sensibles* ».

Les nouveaux contrats dans le secteur pétrolier avec l'Iran sont interdits avec effets immédiats et les contrats déjà existants seront annulés un peu plus tard. La décision a été difficile à prendre pour la Grèce confrontée à de graves problèmes financiers. En effet, elle importe 30% de son pétrole d'Iran.

L'UE emboîte le pas aux États-Unis qui ont gelé fin décembre les avoirs des institutions financières étrangères qui commercent avec la Banque centrale iranienne dans le secteur du pétrole. Cependant, l'Occident ne doit pas être le seul à organiser cet embargo mais l'essentiel des ventes de pétrole iraniennes est réalisé en Asie.

Outre l'embargo pétrolier, l'UE a gelé les avoirs de la Banque centrale iranienne et partiellement interdit les transactions avec l'institut monétaire, y compris la production pour son compte de pièces et de billets. L'Union européenne a aussi interdit les ventes d'or, d'autres métaux précieux et de diamants à l'Iran. Elle a élargi l'interdiction d'investissements dans l'industrie pétrochimique et celle d'exporter des produits sensibles.

La Voix du Nord : 24/01/12

L'UE sanctionne économiquement le régime iranien Un embargo sans précédent

L'Iran a été sommé de dissiper les doutes des Occidentaux et de l'Agence internationale de l'énergie atomique qui le soupçonnent, sous couvert d'activités civiles, de chercher à se doter de la bombe nucléaire. Téhéran nie mais refuse depuis des années des négociations sérieuses à ce sujet. Les cours du pétrole ont progressé hier après l'annonce européenne. Le gouvernement iranien a pour sa part jugé que ces sanctions « *injustes* » étaient « *vouées à l'échec* ».

La Voix du Nord : 25/01/12

Union européenne Hongrie

Les pays de l'UE ont donné leur feu vert à d'éventuelles sanctions financières contre la Hongrie en raison de son déficit excessif. Le même jour, le Premier ministre du pays, Viktor Orban s'est rendu à Bruxelles pour parler de ses lois controversées. Les sanctions pourraient prendre la forme d'un gel des subventions européennes.

La Voix du Nord : 25/01/12

Zone euro Dettes : nouveau compte à rebours de la Grèce pour éviter la faillite

La Grèce est repartie dans une course contre la montre pour éviter la faillite. Le pays a été sommé par ses partenaires de la zone euro d'arracher rapidement des conditions plus favorables à ses créanciers privés pour effacer une partie de sa dette.

La réunion de l'Eurogroupe, lundi à Bruxelles n'a permis que de donner une date butoir (13 février) avant laquelle Athènes doit trouver une issue pour lancer l'offre publique d'effacement à temps. Si le pays échoue, il ne sera pas en mesure de rembourser 14,4 milliards de créances à l'échéance prévue le 20 mars.

Le gouvernement grec devra également établir « *les principaux paramètres d'un nouveau programme d'ajustement ambitieux* » avec les bailleurs de fonds (UE et FMI). « Nous entrons dans la dernière ligne droite » en vue d'obtenir ce plan qui prévoit la réduction de la dette et une nouvelle perfusion de 130 milliards, a confirmé le ministre grec des Finances, Evangélos Vénizélos.

La Voix du Nord : 25/01/12

Bruxelles veut imposer « l'oubli numérique » dans la protection des citoyens

« *Le citoyen doit pouvoir contrôler ce qui est mis en ligne* » soutient Viviane Reding, commissaire européenne en charge de la justice, qui porte ce projet. Elle veut éviter que certaines entreprises comme Facebook ou Google ne collectent des données personnelles en Europe et se soustraient ensuite à la législation européenne en les stockant à l'étranger.

La réforme prévoit également la garantie d'un « *droit à l'oubli numérique* » qui obligera les réseaux sociaux à supprimer les données personnelles des utilisateurs qui le demandent. Viviane Reding a été contrainte par ses collègues commissaires à des compromis. Les textes seront difficiles à faire accepter en l'état aux ministres de l'Intérieur et de la Justice de l'UE, hostiles à toute entrave à la coopération policière.

Il existe un risque réel que le projet de réforme, à vouloir être trop ambitieux, ne puisse jamais voir le jour. Il apporte pourtant des garanties au simple citoyen qui pourra désormais faire retirer la photo prise au cours d'une fête privée et placée à son insu sur Facebook si elle peut nuire à sa réputation.

La Voix du Nord : 26/01/12

Union européenne

Concurrence

La Commission européenne, gendarme de la concurrence dans l'UE, a sanctionné durement hier les postes allemande et belge. Elle a exigé qu'elles remboursent d'importantes aides publiques mais a validé un soutien de 1,9 milliard d'euros dont a bénéficié la Poste française.

La Voix du Nord : 28/01/12

À Davos, l'Europe essaye de convaincre que la sortie de crise est proche

Les responsables européens, réunis à Davos, veulent croire que l'issue est proche après plus de deux ans de crise. Le président de la Banque centrale européenne, Mario Draghi, s'est montré le plus enthousiaste. « *Les progrès sont spectaculaires* », a-t-il affirmé devant le 42^e Forum économique mondial.

Le secrétaire américain au Trésor Timothy Geithner a prévenu les Européens que les États-Unis ne pourraient envisager d'augmenter les ressources du FMI que si ces derniers renforçaient sérieusement leurs fonds de sauvetage. La directrice générale du FMI Christine Lagarde a réclamé 380 milliards d'euros de fonds supplémentaire pour son institution afin d'être en mesure de répondre efficacement à la crise dans le monde.

La Voix du Nord : 31/01/12

Discipline budgétaire : un nouveau traité adopté par vingt-cinq pays de l'UE

Les pays de l'Union européenne, à l'exception de la Grande-Bretagne et de la République tchèque ont adopté hier un nouveau traité qui renforce leur discipline budgétaire avec l'introduction prévue partout de « règles d'or » sur l'équilibre, a annoncé le président de l'UE. Ce pacte répond à une exigence de l'Allemagne en échange de sa solidarité avec les pays en difficulté de la zone euro.

Cet accord de principe a été obtenu grâce au compromis trouvé entre la Pologne et la France. D'un côté, Varsovie souhaitait avec le soutien d'autres pays d'Europe de l'Est, que les pays qui n'utilisent pas encore la monnaie commune puissent participer aux sommets de la zone euro. Paris refusait que cela devienne systématique.

Ce pacte prévoit que les pays qui y souscrivent devront avoir des budgets équilibrés ou un excédent sur un cycle économique. La Cour de justice européenne vérifiera la mise en place de la règle d'or budgétaire. Après un bras de fer entre la France et l'Allemagne, Berlin a renoncé, en tout cas provisoirement, à confier à la Cour le pouvoir de sanctionner les dérapages des déficits.

En cas de dépassement de la limite de 3% du PIB, les pays seront exposés à des sanctions quasi-automatiques. Avant sa signature, le texte a déjà été remis en cause par la Finlande qui le juge inutile. La Commission européenne estime quant à elle que le contenu du traité est déjà presque entièrement couvert par la législation européenne.

Siège social

2, rue Saint-Louis F-59610 FOURMIES

T : (33) 03 27 60 50 28 F : (33) 03 27 60 50 30 E-mail : eurothierache1@aliceadsl.fr

Facebook : <http://www.facebook.com/Europe.Direct.Gde.Thierache>

Web : www.eurothierache.eu